

CH_VB 90.270 vom 3. Oktober 1991

Bundesverwaltung, 1991-10-03, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_90.270

FR: CH_VB 90.270 du 3 octobre 1991

IT: CH_VB 90.270 del 3 ottobre 1991

Erwägungen

E. 3

Möglichkeit, das angestrebte Ziel mit einer Motion oder einem Postulat zu erreichen Die Kommissionsmehrheit schlägt vor, dem Hauptanliegen der Initiative - die Erweiterung der nationalrätlichen Abordnung in die Finanzdelegation - mit einem Postulat der Kommission Rechnung zu tragen. Sie ist der Meinung, dass der Begriff der «kleineren Fraktionen» für alle ausser für diejenigen der R, C und S zutrefte und auch mögliche weitere Fraktionen einschliesse. Sie verzichtet darauf, im Text des Postulates das Rotationsprinzip zu erwähnen, so wie sie sich auch nicht zur ständerätlichen Abordnung äussern will.

E. 4

Die Zweckmässigkeit der Behandlung, wenn über den gleichen Gegenstand eine Volksinitiative zustande gekommen ist Es ist keine Volksinitiative über den gleichen Gegenstand eingereicht oder lanciert worden.

E. 5

Délibérations de la commission au Conseil national 51. Dans le développement de sa première initiative et dans l'avis qu'il a exposé devant la commission, le groupe écologiste a indiqué que la surveillance du Parlement sur l'administration devait s'effectuer en fonction de critères démocratiques et qu'il était de ce fait indispensable que tous les groupes du Conseil national puissent collaborer au sein de la Délégation des finances. Toujours selon les écologistes, pour être à même de déterminer sérieusement si les affaires financières présentées par le Conseil fédéral doivent être approuvées par les groupes non représentés au sein de la Délégation des finances, il faut pouvoir se faire une opinion fondée en participant aux travaux de cette délégation. Le groupe écologiste estime qu'il est inacceptable de faire une distinction entre les parlementaires qui ont du poids et ceux qui n'en ont pas: seuls les trois principaux groupes du Conseil national (R, C et S) sont représentés. Or, toujours selon le groupe écologiste, la Délégation des finances est peut-être l'organe le plus important du Parlement: elle examine tous les objets du Conseil fédéral ayant des implications financières, l'octroi de crédits urgents et les affaires importantes relatives au personnel. Il n'est donc pas compréhensible, selon les écologistes, que les trois plus grands partis gouvernementaux assument à eux seuls un mandat de surveillance. Il serait beaucoup plus logique que l'opposition puisse participer aux travaux de la délégation, quelle que soit l'appartenance à un parti, ce qui se révèle d'ailleurs indispensable selon les conclusions des CEP. L'ancien secrétaire des Commissions des finances et de la Délégation des finances a souligné que la Délégation des finances, composée de trois membres de chacune des Commissions des finances, était certes petite, mais qu'elle était très efficace. Il a en outre expliqué qu'il régnait une confiance réciproque

entre le Contrôle fédéral des finances et la Délégation des finances, que la communication entre ces deux organes était très franche et que leurs membres respectaient strictement leur obligation de garder le secret. Toujours selon lui, la Délégation des finances est une sorte de Cour des comptes, que certains Parlements étrangers nous envient. Il y aurait moyen de donner suite à l'initiative en accélérant la rotation des membres, mais, la période de mise au courant étant d'une année, cela ne servirait à rien. On pourrait aussi y donner suite en portant le nombre des membres de la délégation de six à huit. Mme Jaggi, députée au Conseil des Etats et présidente de la Délégation des finances, a souligné que le «monopole» des trois partis gouvernementaux n'était pas prévu dans les bases légales et que, d'ailleurs, le Conseil des Etats faisait preuve de souplesse en désignant sa représentation. La discussion a révélé que, ces 53 dernières années (1937-1990), le Conseil national n'avait été représenté que par des groupes R, C et S, qu'on avait vu pour la dernière fois un membre du groupe V en 1936 et un membre du groupe L en 1919. Il s'est avéré que l'existence d'un rapport de confiance était bien plus importante que la composition de la délégation. Depuis 50 ans, pour ce qui est de la représentation du Conseil national au sein de la Délégation des finances, ce qui compte ce n'est pas le statut d'un groupe - le fait qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition - mais uniquement la force de ce groupe. La répartition s'effectue selon le système de la proportionnelle. Si l'on portait le nombre des membres à quatre députés de chacune des Chambres, c'est le groupe V qui pourrait déléguer un parlementaire. Pour les auteurs de l'initiative, il faudrait passer à cinq membres. Dans le cas de la représen-

3. Oktober 1991 1927 Parlamentarische Initiative. Finanzaufsicht tation du Conseil national, ce cinquième siège serait occupé à tour de rôle par les groupes G, U et L. Toujours selon la majorité de la commission, l'augmentation du nombre des membres de la délégation nuirait à la confidentialité, compliquerait le travail administratif et compromettrait le bon fonctionnement de la Délégation des finances. Elle estime qu'aucun autre gouvernement n'est contraint de remettre à un organe composé de membres de divers partis toutes les pièces relatives à la gestion financière et qu'aucun ne serait d'accord de le faire. Elle pense que le Conseil fédéral se demanderait alors s'il peut continuer à donner toutes les pièces à la Délégation des finances. Selon elle, le point 2 est inacceptable. La minorité de la commission a mentionné, à titre d'exemples étayant l'initiative, les CEP DFJP et CEP DMF, qui ont réussi à tenir compte des petits groupes, sans que les craintes précitées ne s'avèrent fondées. A son avis, les difficultés techniques ne sont pas insurmontables et le mot «dicrétion» cache peut-être une autre réalité. 52. Dans le développement de sa deuxième initiative, le groupe écologiste a mentionné les sérieuses lacunes dans l'accomplissement des tâches de la Délégation des finances, lacunes révélées par le rapport de la CEP DMF du 17 novembre 1990. Il estime qu'il faut par conséquent renforcer la Délégation des finances. Toujours selon lui, la crédibilité de cet organe serait nettement accrue si les grands partis gouvernementaux n'étaient pas seuls à se contrôler eux-mêmes et si des groupes critiques appartenant à l'opposition participaient à la surveillance. L'avis du représentant du groupe écologiste au sein de la commission n'a pas apporté de nouveaux arguments quant au fond du problème. La commission considère que l'absence des petits groupes au sein de la Délégation des finances est un problème qui touche la représentation du Conseil national. Elle estime qu'en augmentant le nombre des membres on pourrait peut-être aussi réduire la charge de travail de ces derniers. Toutefois, il lui semble exagéré de demander que tous les groupes soient représentés, car cela nécessiterait une augmentation de plus d'une personne. Elle estime qu'une rotation entre les petits groupes

serait une formule adéquate qui permettrait d'éviter que la «clique» des partis gouvernementaux continue à se contrôler elle-même. Antrag der Kommission Ueberweisung des Postulates (12 zu 2 Stimmen bei 2 Enthaltungen) Mehrheit Der Initiative keine Folge geben (11 zu 4 Stimmen) Minderheit (Hafner Rudolf, Eggenberger Georges, Leemann, Weder- Bâle) Der Initiative Folge geben Propositions de la commission Transmettre le postulat (12 voix contre 2 et 2 abstentions) Majorité Ne pas donner suite à l'initiative (11 voix contre 4) Minorité (Hafner Rudolf, Eggenberger Georges, Leemann, Weder- Bâle) Donner suite à l'initiative Hafner Rudolf: Die parlamentarische Initiative der grünen Fraktion bezweckt nicht mehr und nicht weniger, als dass die Schweizer Bevölkerung in Ruhe und Frieden leben kann und von Krisen und Skandalen verschont bleibt. Dies kann nämlich durch eine Verstärkung der parlamentarischen Finanzaufsicht durchaus erreicht werden. Die Bevölkerung zahlt in ihrer Mehrzahl durchaus regelmässig ihre Steuern und hat ein Anrecht darauf, zu wissen, dass ihr Geld richtig verwaltet und am richtigen Ort eingesetzt wird, wie auch der Eindruck erweckt wird. Die laufende Finanzaufsicht ist heute ganz klar auf eine Finanzdelegation eingeschränkt, bestehend aus drei Mitgliedern des Ständerates und drei Mitgliedern des Nationalrates. Wir sind im Prinzip 200 Parlamentarier hier im Saal - im Augenblick sind es etwas weniger -; aber wenn nur gerade drei Mitglieder uns 200 Parlamentarier repräsentieren müssen, ist das doch unverhältnismässig. Und es ist nicht ersichtlich, warum ein derart wichtiges Gremium, das den gesamten Staatshaushalt von über 30 Milliarden Franken Umsatz beaufsichtigen soll, nur aus drei Mitgliedern bestehen soll. Die Mitglieder der Finanzdelegation können Ihnen bestätigen, dass sie ihre Akten jede Woche quasi kofferweise mitschleppen müssen, weil die Zahl der Geschäfte - das sind praktisch alle Vorlagen, die wir hier im Rat behandeln - derart gross ist, dass sie kaum in der Lage sind, alles gründlich durchzusehen. Das ist ein echtes Problem, und diese drei Mitglieder hätten ein Anrecht darauf, dass die ganze Verantwortung nicht nur auf ihnen lastet, sondern dass diese auf mehr Schultern und mehr Köpfe verteilt wird. Die Regierungsparteien beanspruchen ein Monopol der Finanzaufsicht. Ob das den demokratischen Spielregeln entspricht, kann man sich wohl fragen. Die Situation erinnert ein bisschen an die Geschichte vom Baron von Münchhausen, der sich bekanntlich am eigenen Schöpf aus dem Sumpf herausgezogen hat. Aber, Sie wissen: Rein physikalisch kann das nicht so gut funktionieren - und ich frage mich, wie man auf diese Weise Affären verhindern will. In einem wahrhaft demokratischen Staat sollte es eine Selbstverständlichkeit sein, dass alle Gruppen, die im Parlament - oder dort wenigstens in Fraktionsstärke - vertreten sind, an der Finanzaufsicht teilhaben können. Wenn man nämlich ein gutes Gewissen hat, kann man sich auch durch Mitglieder anderer Fraktionen in die Karten sehen lassen. Dann wäre man sicher, dass alles bestens funktioniert. Es würde auch erlauben, die enorme Geschäftslast, die die Finanzdelegation bearbeiten muss, wirklich seriös zu erledigen, was heute fraglich ist. Die Annahme unserer parlamentarischen Initiative würde es ermöglichen, der Schweizer Bevölkerung den Eindruck zu vermitteln, dass die Finanzaufsicht gut funktioniert und dass alle wesentlichen Bevölkerungsteile in dieser Finanzdelegation vertreten sind. In diesem Sinne bitte ich Sie, unserer parlamentarischen Initiative Folge zu geben. Reimann Maximilian, Berichterstatter: Es tut mir leid, Herr Hafner, dass ich zum dritten Mal innert dreiviertel Stunden gegen Sie antreten muss. Aber die Kommissionmehrheit will es ebenso. Mit dieser Initiative verlangt die grüne Fraktion eine Ausdehnung der Finanzdelegation auf alle Fraktionen. Auch diese Initiative hat eine Vorläuferin. Ich muss kurz darauf zurückkommen: Bereits am 9. November letzten Jahres hat unsere Kommission eine

Erstfassung der Grünen abgelehnt, und zwar mit

E. 8

zu 2 Stimmen bei immerhin 4 Enthaltungen. Die damaligen vier Enthaltungen deuteten darauf hin, dass der heutige Zustand nicht ganz zu befriedigen vermag. Seit 1937 wird die dreiköpfige Finanzdelegation des Nationalrates ausschliesslich durch die drei gleichen Fraktionen gebildet, durch FDP, CVP und SP. Bei jener ersten Initiative hatten wir uns in der Kommission zwei Experten angehört: die damalige Präsidentin der Finanzdelegation, Frau Ständerätin Jaggi, sowie den uns ebenso bekannten Fritz Bucher, alt Sekretär der Finanzkommissionen und der Finanzdelegation. Ihre Aussagen blieben für uns auch wegleitend für die uns heute vorliegende Zweitaufgabe der Initiative, die etwas gemässiger ausgefallen ist als die erste. Warum die grüne Fraktion die erste Initiative nach Ablehnung durch die Kommission zurückgezogen und durch die nun vorliegende ersetzt hat, entzieht sich immer noch meiner Kenntnis. Wir haben aber auch dieser Zweitaufgabe keine Folge gegeben, und zwar mit 11 zu 4 Stimmen. Es gab dabei keine Enthaltungen mehr. Grund dafür war die Verabschiedung eines Kommissionspostulates, worin wir zumindest einem Teil der heutigen Skeptiker entgegengekommen sind. Wir haben nämlich mit 12 zu 2 Stimmen beschlossen, die Anzahl der Mitglieder des Nationalrates in der Finanzdelegation von drei auf vier zu erhöhen, und dieser vierte Sitz soll turnusgemäss ei-

Initiative parlementaire. Gestion financière 1928 N 3 octobre 1991
nem Mitglied einer kleineren Fraktion zufallen. Das jedenfalls ist der Auftrag ans Büro, wenn Sie unserem Postulat zustimmen, worum ich Sie jetzt schon bitten möchte. Mehr als vier Mitglieder soll die Finanzdelegation auch in Zukunft nicht haben. Sie soll klein bleiben, dafür effizient sein und nicht durch parteipolitische Querelen beeinflusst werden. Es stimmt nicht, wenn die grüne Fraktion behauptet, dass das heutige System undemokratisch sei, ein System, das aus Erst- und aus Zweitklassparlamentariern bestehe, aus solchen, die als potentielle Kandidaten für die Finanzdelegation in Frage kommen, und aus solchen, die davon ausgeschlossen sind. Vielmehr führt der Einbezug aller Fraktionen zu einer Rechtsungleichheit. Fraktionen mit 50 Mitgliedern brauchen doch nicht immer gleich behandelt zu werden wie solche mit 10 oder 12 Mitgliedern. Es gibt auch Beispiele in unserem Ratsbetrieb, wo kleine Fraktionen bevorteilt sind. Bei einem Ratsgeschäft z. B. in Kategorie III haben die grosse FDP und die grosse CVP gleichviel Redezeit wie die grüne oder die liberale Fraktion. Würden in der Finanzdelegation also alle Fraktionen aufgenommen, dann müssten die grossen Fraktionen mehr Sitze erhalten als kleine. Das aber würde zu einer Aufblähung dieser effizienten kleinen Einheit führen. Die Finanzdelegation muss aber eine kleine Einheit bleiben, geprägt von gegenseitigem Vertrauen zur Finanzkontrolle, wo offen miteinander kommuniziert und strikte Schweigepflicht eingehalten wird. Dieses System hat sich bis heute nicht schlecht bewährt, und was sich bewährt hat, soll nicht radikal und abrupt geändert werden. Geben Sie deshalb dieser Initiative keine Folge. Stimmen Sie aber im Sinne eines Entgegenkommens an die mittleren und kleineren Fraktionen dem Postulat der Kommission zu. M. Savary-Vaud, rapporteur: C'est avec insistance que le groupe écologiste demande que les partis présents au Conseil national mais non au gouvernement soient représentés au sein de la Délégation des finances et que celle-ci puisse prendre connaissance des pièces de l'administration en rapport avec la gestion financière. Je dis insistance, car nous avons voté deux fois sur cette initiative parlementaire. Pour se forger une opinion, la commission a entendu avec intérêt les avis de M. Bûcher, ancien secrétaire de la Commission et de la Délégation des

finances, et de Mme Jaggi, ancienne présidente de la Délégation des finances. Ces deux experts ont insisté sur le fait que la Délégation des finances doit rester la plus petite possible, car il doit y avoir une discrétion absolue. Le système fonctionne sur la base de la confiance. En élargissant cette délégation, on peut être certain de rencontrer des complications considérables au niveau du volume administratif, du fonctionnement et de la discrétion. Il serait donc délicat et inopportun de modifier et d'élargir le nombre des représentants de la Délégation des finances. Celle-ci doit effectuer un très gros travail, mais il est bien fait, et ceci avec toute la discrétion voulue. La commission constate également que ni la loi, ni les règlements n'interdisent une modification de la composition politique de cette délégation. Il n'est donc pas exclu que des petits partis puissent à nouveau y siéger, comme ce fut le cas il y a quelques années. En conclusion, la commission vous propose de ne pas donner suite à l'initiative. Toutefois, pour aller un peu en direction des initiants, elle vous propose un postulat qui demande de fixer à 4 le nombre des représentants du Conseil national à la Délégation des finances, ce que je vous demande d'accepter.

Abstimmung -
Vote Für den Antrag der Mehrheit (keine Folge geben) 58 Stimmen Für den Antrag der Minderheit (Folge geben) 22 Stimmen

Ad 90.270 Postulat der Kommission Verstärkung der parlamentarischen Finanzaufsicht Postulat de la commission Gestion financière.

Renforcement du contrôle parlementaire Wortlaut des Postulates vom 12. August 1991 Das Büro wird beauftragt, eine Ergänzung des Geschäftsverkehrsgesetzes vom 23. März 1962 vorzubereiten, welche die in Artikel 49 Absatz 1 festgelegte Anzahl Mitglieder des Nationalrates in der Finanzdelegation auf viererhöht. Texte du postulat du 12 août 1991 Le Bureau est invité à élaborer une adjonction à la loi du 23 mars 1962 sur les rapports entre les Conseils, adjonction portant à quatre le nombre fixé à l'article 49, alinéa 1er, des membres du Conseil national faisant partie de la Délégation des finances. Schriftliche Begründung Der vierte nationalrätliche Sitz soll turnusgemäss einem Mitglied einer kleineren Fraktion zufallen. Développement par écrit Le quatrième siège dévolue au Conseil national doit être occupé à tour de rôle par un représentant d'un petit groupe.

Ueberwiesen - Transmis Schluss der Sitzung um 18.00 Uhr La séance est levée à 18 h 00

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Parlamentarische Initiative (Grüne Fraktion) Verstärkung der parlamentarischen Finanzaufsicht Initiative parlementaire (Groupe écologiste) Gestion financière.

Renforcement du contrôle parlementaire In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1991 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 15 Séance Seduta Geschäftsnummer 90.270 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 03.10.1991 - 15:00 Date Data Seite 1924-1928 Page Pagina Ref. No 20 020 379 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.